

Un article de Libération - des réactions

publiés le 22 août 2025

AVEC LA PRESSE, JEAN-LUC MELENCHON SUR LA VOIE DE MARINE LE PEN ET DONALD TRUMP

A nos lecteurs

Pourquoi «Libération» quitte l'université d'été de LFI

Pour protester contre le choix de la direction de LFI de ne pas accréditer un journaliste du «Monde», la rédaction de «Libération» a choisi de ne plus suivre sur place la rentrée de LFI.

Par [Société des journalistes et du personnel de Libération](#) et [La direction de la rédaction de Libération](#)

publié le 22 août 2025 à 19h58

Le 30 mai dernier, quelques semaines après la parution début mai de *la Meute* (Flammarion), livre-enquête sur La France insoumise co-signé par le journaliste du *Monde* Olivier Pérou et notre journaliste Charlotte Belaïch, la direction de *Libération* avait reçu un courrier de la part des principaux dirigeants de LFI, dont Jean-Luc Mélenchon, nous interrogeant sur les «*relations*» que nous souhaitons entretenir avec leur formation politique, remettant en cause l'idée de répondre aux questions de notre journaliste à l'avenir. Une pression inacceptable pour tenter d'influer sur le choix des reporters qui rendent compte de l'actualité de la gauche au quotidien.

Nous avons appris le 21 août que la direction de La France insoumise avait fait le choix de refuser d'accréditer Olivier Pérou, un des correspondants du *Monde* chargé du suivi de la gauche pour sa rentrée politique à Châteauneuf-sur-Isère – les «Amfis». Malgré les protestations de plusieurs reporters sur place et de nombreuses sociétés de journalistes – dont celle de *Libération* – devant cette atteinte manifeste au droit d'informer, La France insoumise a maintenu sa décision vendredi 22 août.

En signe de protestation et de soutien à notre confrère, la rédaction de *Libération* a donc décidé ce vendredi 22 août que notre journaliste accrédité quitterait les «Amfis» de LFI, après deux jours de couverture sur place de cet événement politique. Un parti qui se considère de gauche et qui affirme vouloir lutter contre l'extrême droite ne peut user des mêmes méthodes que le Front national en son temps puis, aujourd'hui, du Rassemblement national sans une réaction forte de notre part. Exclure d'une manifestation politique un journaliste pour ce qu'il a écrit par le passé est un dangereux précédent que nous ne saurions banaliser. Si nous ne réagissons pas, d'autres journalistes risquent, à l'avenir, d'être eux-mêmes exclus

parce que leurs écrits déplaisent à des dirigeants politiques. Ce n'est pas aux partis de trier leurs correspondants parce que le contenu de leurs articles a pu déplaire.

A *Libération*, nous continuerons d'informer nos lecteurs de l'actualité de la gauche, dont celle de La France insoumise, et ce malgré les pressions et intimidations dont nos journalistes font régulièrement l'objet de la part de dirigeants ou militants de cette formation politique, comme en a témoigné l'intense campagne sur les réseaux sociaux contre notre journaliste Charlotte Belaïch. Nous continuerons à accréditer nos journalistes aux événements de La France insoumise pour qu'ils tentent de faire leur métier librement, comme toute formation politique devrait se comporter dans une démocratie.

Réactions

Le billet de Thomas Legrand

Avec la presse, Jean-Luc Mélenchon sur la voie de Marine Le Pen et Donald Trump

Article publié le 22 août 2025

En refusant de laisser entrer un journaliste du «Monde» pour leur université d'été, les insoumis suivent une logique connue jusqu'ici dans des mouvements autoritaires et césaristes, non chez des progressistes.



Jean-Luc Mélenchon aux «Amfis» de LFI, le 21 août. (Olivier Monge/Myop pour libération)

par [Thomas Legrand](#) - publié le 22 août 2025 à 6h05

Pour ne rater aucun billet de Thomas Legrand, inscrivez-vous aux [newsletters de nos chroniqueurs politiques](#).

Non, l'extrême droite et l'extrême gauche (et s'agissant de la France insoumise, la gauche radicale) ce n'est pas la même chose. Nous ne cessons, à *Libération* et dans cette chronique, de lutter contre ce relativisme qui se répand en ce moment pour renvoyer dos à dos fachos et antifas, racistes et antiracistes, pollueurs et écologistes avec ce poncif éternel qui voudrait que «*les extrêmes se rejoignent*». Mais il faut bien l'avouer, Jean-Luc Mélenchon et ses affidés ne nous aident pas beaucoup.

Et l'ahurissante décision des dirigeants de LFI [de refuser d'accréditer l'un des journalistes du quotidien le Monde](#) chargé du suivi de la gauche à leurs «Amfis», qui s'ouvrent ce jeudi 21 août à Châteauneuf-sur-Isère (Drôme), ne va faire qu'alimenter l'idée du kif-kif s'agissant du RN et de LFI. Le reporter Olivier Pérou, coauteur du livre-enquête [la Meute - Enquête sur la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon](#) (Flammarion) avec Charlotte Belaïch de *Libération* est donc banni de l'évènement de rentrée du parti de la gauche de la gauche. Cette démarche, et le refus désormais de tous responsables LFI de répondre aux demandes d'entretien ou d'interview de *Libération*, équivaut à ce que pratique en plus grand [Donald Trump qui bannit certains journalistes](#) ou certains titres de presses de ses conférences de presse dans le Bureau ovale.

Déprimant de la part d'un mouvement de gauche

En France, [il n'y a guère que le RN qui pratique de la sorte](#). Et depuis longtemps. En 1994 j'avais moi-même été interdit de couverture du discours des fêtes Bleu-Blanc-Rouge de Jean-Marie Le Pen après un documentaire auquel j'avais participé pour France 2. Ce qui peut nous paraître sinon acceptable du moins logique pour un mouvement autoritaire et césariste d'extrême droite, par nature liberticide, devient carrément déprimant de la part d'un mouvement de gauche censé se placer du côté des libérés.

Le principe selon lequel c'est l'organe de presse qui choisit le journaliste chargé de couvrir l'activité de tel ou tel mouvement politique est une règle absolue. Il arrive parfois que certains médias, croyant ainsi être en position d'obtenir plus d'infos de l'intérieur d'un parti, confient le soin de suivre ses activités à un journaliste vu comme proche de la cause et des dirigeants. C'est toujours un mauvais pari, à la fois journalistiquement douteux et sans réelle efficacité puisque la proximité suppose une certaine dose d'allégeance incompatible avec le fait de «sortir des infos».

Validation de l'enquête

Estimer qu'un journaliste qui a fait des révélations sur un parti politique est incapable de couvrir honnêtement (le terme «objectivité» est un mot piège en matière de journalisme) un évènement de cette organisation, c'est participer à la décrédibilisation de l'ensemble de la presse. Alors qu'une partie de la profession sous l'empire Bolloré subit justement une «déjournalisation» de ses pratiques, ce

n'est vraiment pas le moment de briser la confiance envers ceux qui, à *Libération* et au *Monde* (entre autres), pratiquent un journalisme rigoureux.

Le fait que des journaux étiquetés à gauche enquêtent aussi sur des partis politiques et des personnalités de gauche prouvent bien leur professionnalisme et leur attachement à la vérité journalistiquement établie selon les règles de notre métier. Le simple fait que la décision de Jean-Luc Mélenchon ne semble souffrir en interne d'aucune contestation, n'ait d'ailleurs fait l'objet d'aucun débat dont nous aurions pu avoir l'écho, valide, s'il en était besoin, l'enquête des deux auteurs de *la Meute*.

Réactions

Autre article de Libération publié le 22 août 2025

Boycott d'un journaliste du «Monde» par LFI : écologistes et communistes navrés par l'attitude de leurs partenaires

Après avoir prôné l'union de la gauche pendant toute la première journée de leurs universités d'été à Strasbourg la veille, les responsables verts sont contraints ce vendredi 22 août d'admettre qu'ils déplorent la faute commise par leurs alliés.



A l'université d'été de LFI. (Olivier Monge/Myop pour Libération)

par [Lucie Alexandre](#), Envoyée spéciale à Strasbourg (Bas-Rhin) et [Arthur Louis](#), Envoyé spécial à Montpellier (Hérault) - *publié le 22 août 2025 à 21h10*

Défendre l'union de la gauche en cette rentrée, a des airs de sacerdoce pour la patronne des Ecologistes, Marine Tondelier. [Jeudi soir pour l'ouverture de](#)

[l'université d'été des Verts à Strasbourg](#), elle chantait les louanges du rassemblement de tous les partis pour 2027, avec un optimisme exagéré en se félicitant d'avoir réussi à faire monter sur scène des représentants de toutes les formations politiques, de Place publique à La France insoumise. Et ni la fin de non-recevoir du délégué général du mouvement de Raphaël Glucksmann, Thierry Brochot (par ailleurs ex-trésorier de la campagne présidentielle de Yannick Jadot en 2022), ni la prise de parole un brin confuse du premier secrétaire du PS, Olivier Faure, qui souhaite exclure les insoumis du périmètre de l'alliance, n'avaient réussi à attaquer son enthousiasme.

Mais au même moment, dans la soirée, on apprenait que le journaliste du *Monde* Olivier Pérou, coauteur avec Charlotte Belaïch de *Libération* du livre-enquête *la Meute, enquête sur La France Insoumise* de Jean-Luc Mélenchon (Flammarion), [s'était vu refuser une accréditation et l'entrée du site du campus d'été de LFI à Valence, dans la Drôme](#). Alors dès les premières heures de la matinée vendredi, Marine Tondelier a diffusé une réaction ferme sur son compte X, en partageant le communiqué du quotidien du soir. Quelques mots comme un haïku, qui ne mentionnent ni n'attaquent nommément les troupes insoumises : *«Liberté de la presse. Partout. Tout le temps. Simple. Élémentaire. Vital pour nos démocraties.»*

«On ne peut pas se permettre, à gauche, d'affaiblir la presse comme ça !»

Sa façon de réaliser un exercice difficile : dénoncer sans ambages un procédé inacceptable, tout en retenant ses coups contre ses partenaires, pour tenter de préserver l'union de la gauche, dont elle a fait son principal combat du moment. Une colère réprimée et un authentique malaise que l'on retrouvait chez de nombreux responsables écologistes vendredi, attablés sur les pelouses ensoleillées de [l'université de Strasbourg](#). «Ah, ça c'est une pratique que vous ne verrez jamais chez nous !» évacue en plaisantant la maire de la ville, Jeanne Barseghian, qui n'a pas fermé la porte à accueillir des candidats insoumis sur sa propre liste pour les municipales de 2026, au premier tour ou seulement au second.

Interview [L'écologiste Karima Delli aux insoumis : «On ne peut pas dénoncer les dérives autoritaires et sélectionner comme ça les journalistes»](#)

«C'est évidemment quelque chose qui ne correspond pas à nos valeurs. Mais de là à dire que tous les insoumis se reconnaissent là-dedans, je n'y crois pas. Je pense qu'il y a à LFI des gens qui ne sont pas sur cette ligne qui peut apparaître brutale, et je le vois au niveau local qu'il y en a pleins avec qui on peut discuter», expose l'édile de Strasbourg. «Ce n'est pas nouveau que nous ayons des divergences de fond et de forme sur ce genre de sujets avec eux, soupire la députée écologiste de Lyon Marie-Charlotte Garin. Et j'espère bien que si quelqu'un chez nous un jour est tenté d'agir comme ça, que tout le monde dans notre parti l'en empêcherait, même s'il est en position de pouvoir.»

L'affaire est délicate pour les troupes vertes, car elle touche à l'un des principaux objets de litiges avec Jean-Luc Mélenchon. *«C'est précisément à cause de ce genre de trucs que je suis chez les Ecologistes et pas à LFI, parce que sinon en terme de programme, je suis d'accord avec tout ce qu'ils proposent, note une députée, mais il y a un vrai problème dans leur relation à la démocratie, dont la liberté de la presse est l'un des piliers, et ce sont des questions fondamentales.»* La même ajoute : *«Dans le contexte actuel de montée de l'extrême droite, où le pluralisme et l'indépendance des médias est menacé par des milliardaires comme Vincent Bolloré, on ne peut pas se permettre, à gauche, d'affaiblir la presse comme ça !»*

«Préservation des libertés»

A l'autre bout de la France, à Montpellier, où les communistes entament leur université d'été, la nouvelle provoque aussi des réactions navrées. *«C'est dommage parce que ces événements sont justement l'occasion pour les journalistes d'échanger avec les élus. Mais cela ne m'étonne pas de cette organisation politique très verticale»*, déplore le député PCF du Puy-de-Dôme, Julien Brugerolles. La décision des insoumis est d'autant plus regrettable pour le successeur d'André Chassaigne à l'Assemblée qui voit là *«une fermeture vis-à-vis des autres forces de gauche alors qu'au regard de ce qui nous attend à la rentrée, on a besoin d'échanger et de faire du commun. Surtout avec la montée de l'extrême droite»*.

Le sénateur de Paris, Ian Brossat, s'exaspère d'ailleurs du paradoxe que soulève le sujet : *«Le combat qu'on livre avec l'extrême droite porte notamment sur la préservation des libertés et on ne peut pas à la fois dénoncer les politiques liberticides de Donald Trump et laisser libre cours à des pratiques qui contreviennent à ce principe.»* Quelques secondes avant de participer à une conférence sur les enjeux des municipales, auxquelles les insoumis ont la ferme intention de prendre part alors qu'ils avaient enjambé le scrutin en 2020, la sénatrice de la Loire Cécile Cukierman abonde, elle aussi, sur le message répressif envoyé par le boycott d'un journaliste. *«La force de notre démocratie c'est la liberté de la presse, pointe la cheffe des communistes au Sénat. On a le droit de ne pas être toujours d'accord avec les analyses des journalistes mais c'est la confrontation de ces analyses qui offre à nos concitoyens une lecture pluraliste de l'actualité.»*

Si cette actualité détourne l'attention des différentes rentrées politiques, elle permet en tout cas aux communistes de prendre leurs distances et d'assurer, à l'instar de Ian Brossat, qu'*«on ne ferait pas cela chez nous»*. Un avis partagé par Cécile Cukierman. Celle qui avait été placée en tête d'une liste réunissant PCF et LFI pour les élections régionales en Auvergne-Rhône-Alpes profitant de l'occasion pour se féliciter qu'à Montpellier *«tous les journalistes soient les bienvenus»*.